



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le 28 NOV. 2017

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement

## ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la Région Auvergne Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 juin 2006 modifié autorisant la société METALOR TECHNOLOGIES FRANCE à exploiter des installations de traitement et de minerais non ferreux, de traitement ou incinération de déchets industriels provenant d'installations classées et d'incinération d'ordures ménagères et d'autres résidus urbains situées 11, rue Louis Aulagne à OULLINS ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2017 autorisant la société METALOR TECHNOLOGIES ADVANCED COATINGS FRANCE à se substituer à la société METALOR TECHNOLOGIES FRANCE pour l'exploitation de l'établissement situé 11, rue Louis Aulagne à OULLINS ;

VU le courrier du 14 septembre 2017 remis à l'exploitant le 19 septembre 2017 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport du 14 septembre 2017 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite sur les lieux le 13 septembre 2017 a permis à l'inspection des installations classées de constater que la société METALOR TECHNOLOGIES ADVANCED COATINGS FRANCE ne respecte pas les valeurs limites d'émission (VLE), notamment pour les dioxines et furanes, imposées à l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2006 modifié susvisé ;

CONSIDERANT que même si l'exploitant a procédé par la suite à un changement de produits de traitement, cela s'avère encore insuffisant pour respecter les VLE susvisées ;

.../...

CONSIDERANT qu'il convient dès lors de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement et d'imposer à l'exploitant qu'il respecte les points 3.2 de l'article 2 ("Qualité des rejets"), 7.5.2 ("Valeurs limites d'émission dans l'air") et 7.5.3 ("Conditions de respect des valeurs limites de rejet dans l'air") de l'article 3 ainsi que les VLE mentionnées à l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2006 modifié susvisé ;

SUR la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

## **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1er :** La société METALOR TECHNOLOGIES ADVANCED COATINGS FRANCE, 11, rue Louis Aulagne à OULLINS, est mise en demeure de respecter les points 3.2 de l'article 2, 7.5.2 et 7.5.3 de l'article 3 ainsi que les VLE mentionnées à l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2006 modifié susvisé, **dans un délai de six mois** à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :** Délai et voie de recours (articles L 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

**ARTICLE 4 :** Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de OULLINS,
- à l'exploitant.

Lyon, le 28 NOV. 2017

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, chargée de mission  
Secrétaire Générale Adjointe

Amel HAFID